

Selon Itinera, la pauvreté, il faut l'anticiper, l'accompagner et la combattre sous toutes ses facettes

Le Soir + - 06 déc. 2022

Deux membres de l'Institut Itinera se sont penchés sur la problématique de la précarité. Au terme de deux années de travail, il en ressort un livre.

Et surtout, une nouvelle approche, visant à stabiliser les personnes précaires pour leur permettre ensuite d'envisager des choix à moyen terme.

Article réservé aux abonnés

Photo News.

Journaliste au service Politique

Par Pascal Lorent

Publié le 6/12/2022 à 18:44

Temps de lecture: 4 min

Une personne sur cinq, ou presque. En Belgique, 19,5 % de la population est concernée par le risque de pauvreté monétaire, celui de faible intensité de travail ou celui de privatisation matérielle sévère. Avec des réalités variables selon les régions du pays. Ainsi la première catégorie citée – elle englobe les personnes dont le revenu disponible après taxes et transferts est inférieur à 60 % du revenu national médian – rassemble 20 % des Wallons, 30 % des Bruxellois et 10 % des Flamands. « Sans notre système de protection sociale, ces chiffres seraient deux fois plus élevés mais ils restent constants malgré les moyens utilisés pour y faire face », résume Jean Hindriks (Itinera) qui, avec son collègue Joël Van Cauter, vient de publier un essai intitulé « Agir durablement contre la pauvreté », disponible gratuitement en ligne.

L'originalité de leur démarche, qui illustre la nouvelle méthodologie adoptée par Itinera, c'est de ne pas avoir simplement brassé des statistiques et puisé dans l'imposante bibliographie sur le sujet mais également d'avoir rencontré et interviewé des personnes actives sur le terrain social. Et sur base de ce travail mené durant deux années, les auteurs mettent en avant une nouvelle approche pour s'attaquer à la précarité déjà mise en œuvre dans d'autres pays : le « Social impact bond ». « C'est le contrat à impact social, traduit Jean Hindriks. Il provoque un basculement d'une logique de rémunération des services sociaux pour activités à une logique d'impact. Cela veut dire que l'on regarde les objectifs à atteindre et les ressources et compétences que l'on doit mobiliser pour cela, ainsi que des partenariats à nouer pour y arriver. »

Une approche qui nécessite de décloisonner le modèle belge de lutte contre la pauvreté, où le travail reste trop souvent organisé par silos (thématisques) et par tranches (niveaux de pouvoir). « Cela implique une approche multidimensionnelle, continue le professeur de l'UCLouvain. Prenez l'expérience "Housing first" qui consiste à reloger en priorité la personne à la rue. Elle part du principe que le logement va donner l'assise et l'impulsion à partir de laquelle on peut développer un accompagnement personnalisé de la personne précaire ».

L'idée d'adapter l'aide apportée à chaque situation est centrale dans l'approche élaborée par les deux économistes. « Au lieu d'avoir plein d'interlocuteurs qui proposent à la personne des solutions, il faut un seul référent, un guichet unique qui met sur la table un éventail de solutions », complète Joël Van Cauter. A l'instar du travail réalisé par l'ASBL Duo for a Job, qui met en relation des jeunes en décrochage avec des bénévoles de plus de 50 ans qui vont les guider vers l'emploi.

Par ailleurs, les auteurs insistent sur la nécessité de développer la prévention, en plus de l'accompagnement. Via les maisons médicales, par exemple, qui permettent une approche pluridisciplinaire de la situation du patient. « Les Finlandais ont transformé les abris de nuit en logements durables, avec un accompagnement personnalisé pour les locataires, cite Jean Hindriks. En dix ans, le nombre de sans-abri a été divisé par trois dans ce pays. C'est important car le logement a un effet de levier sur l'accès à l'emploi, sur la scolarité des enfants. » Bref, « Pour agir durablement avec impact nous proposons les trois AAA : Agir par Accompagnement, Agir en Alliance et Agir en Amont », résume-t-il.

À lire aussi

Pauvreté: un sans-abri sur cinq a moins de 25 ans

Et pour appliquer cette approche multidimensionnelle, rien de tel que la ville. « C'est un territoire qui a une certaine cohérence et une masse critique pour obtenir un impact, souligne le professeur néo-louvainiste qui propose de s'inspirer du périmètre des bassins scolaires pour adapter l'aide sociale. On y réunit les écoles, les services psychosociaux et les parents, qu'il importe d'impliquer quand on traite des situations de décrochage scolaire, par exemple. » Le territoire urbain se prête également à une autre réponse à apporter aux situations de pauvreté : la mixité sociale qui a un effet intégrateur et mobilisateur sur les personnes en situation de précarité. « Il faut distiller de la mixité dans l'aménagement urbain », complète Joël Van Cauter.

Les deux hommes en sont conscients : leur approche nécessite de revoir la « contractualisation » du financement de l'accompagnement social, ainsi que l'évaluation des objectifs. Mais le principe premier doit être « d'aller chercher les gens là où ils sont ». Via le travail de rue, l'école, la maison médicale, afin de nouer une relation de confiance. « Et il est important que les acteurs mutualisent l'information et n'aient pas un intérêt à les conserver pour protéger leur financement », insiste encore Jean Hindriks.

À lire aussi

[La pauvreté s'installe à la frontière française](#)

Une petite révolution qui, assurent les auteurs, n'implique pas de diminuer les moyens alloués à l'accompagnement social mais de les répartir autrement, selon une logique d'objectifs à atteindre. Praticable dans le mille-feuille institutionnel belge ? A voir.